



Autonomisation socioéconomique des femmes béninoises : P4

Dans ce numéro :

Parfaite, une jeune
entrepreneure qui
force l'admiration

Page 5

Des cuiseurs
solaires pour
limiter la
déforestation

Page 14

Apprentissage de
la citoyenneté par
le jeu et le sport

Page 6

Des actions communautaires de préservation de l'environnement à impact global

Lancé au Bénin en décembre 2006, le Programme de Microfinancement du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF/FEM) a permis de toucher plus de soixante-dix communautés rurales. C'est une initiative du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) administrée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Elle appuie les structures non gouvernementales et associations communautaires à la base pour entreprendre des activités à petite échelle entrant dans le domaine de la gestion de l'environnement, pour un montant maximal de 50 000 \$ US.

Depuis près de deux décennies, le Programme de Microfinancement du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF/FEM) intervient comme un mécanisme d'appui technique et financier aux projets communautaires novateurs, capables d'apporter des solutions tangibles aux problèmes de l'environnement mondial à partir d'actions communautaires locales.

Au Bénin, le programme a été lancé en décembre 2006 et a commencé à financer des projets en 2007. Il touche plus de soixante-dix communautés rurales. Il permet d'appuyer les structures non gouvernementales et associations communautaires à la base pour entreprendre des activités à petite échelle entrant dans les domaines d'intervention du FEM, pour un montant maximal de 50 000 \$ US.

Une foire des connaissances et des meilleures pratiques a été organisée du 24 au 27 février 2015 et a permis aux bénéficiaires du PMF/ FEM ainsi qu'à d'autres parties prenantes de partager des technologies innovantes et des enseignements communiqués par la société civile et à travers ses réseaux. Cette foire a réuni une quarantaine d'exposants qui ont mis en exergue en quoi le potentiel de ressources naturelles peut contribuer au développement s'il est bien géré. Cette manifestation a permis également



Appui des communautés rurales à l'apiculture pour réduire les pressions sur les ressources forestières

de renforcer les connaissances et l'influence de la fédération des réseaux actifs dans le domaine de la gestion de l'environnement.

Le portefeuille du PMF/FEM est riche de soixante-sept projets couvrant les thématiques ci-après : la conservation de la biodiversité, la lutte contre les changements climatiques, la protection des eaux internationales, la limitation des polluants organiques persistants (POPs) et la lutte contre la dégradation des terres.

Au niveau de **la conservation de la biodiversité**, l'accent est mis sur la

préservation de la biodiversité animale des eaux (eau marine, eau douce, eau saumâtre) et la biodiversité des écosystèmes forestiers. Certaines organisations de la société civile se sont particulièrement intéressées à la sauvegarde des espèces migratrices en voie d'extinction, notamment les tortues marines et les lamantins.

Au plan des changements climatiques, les efforts sont concentrés sur la promotion des énergies renouvelables, le solaire notamment, ainsi que sur l'efficacité énergétique. Le programme a fortement contribué à la mitigation des changements



Une séance de sensibilisation aux pratiques agricoles durables

climatiques et au renforcement de la maîtrise d'énergie au niveau de plusieurs communautés.

La protection des eaux internationales concerne la préservation de la biodiversité des zones humides à travers la restauration de forêts de mangroves, de forêts galeries et la promotion d'activités génératrices de revenus, afin de diminuer la pression humaine qu'elles subissent.

La lutte contre la dégradation des terres met l'accent sur l'amélioration des pratiques culturales. Les communautés agricoles accompagnées se sont particulièrement intéressées au coton et au maraîchage biologique, à la lutte contre les mauvaises herbes par l'utilisation de plantes de couverture et la lutte contre l'érosion par la disposition de cordons pierreux ou la plantation de vetiver.

En matière de **lutte contre les polluants organiques persistants**, les interventions ont consisté en des

actions de sensibilisation à la suite de diagnostics conduits par des spécialistes pour identifier les pesticides en cause, cerner les problèmes tels qu'ils sont perçus ou vécus par les populations. Les principales cibles sont les communautés agricoles en milieu rural et les gestionnaires de pressing en zone urbaine.

Les projets mis en œuvre par les Organisations non Gouvernementales et les Organisations Communautaires à la base ont permis d'apporter des solutions tangibles aux problèmes de l'environnement.

Le Programme a permis de renforcer et de sensibiliser les communautés vulnérables. En termes de leçons apprises, on peut souligner que le mécanisme de suivi des projets caractérisé par des outils intégrés et complémentaires notamment la revue trimestrielle, les missions de suivi, le cadrage des activités, ont fortement contribué à la performance du programme.

Le PMF/FEM au Bénin, c'est

67 projets financés de 2006 à 2015

2 050 000 \$ US de budget core de 2006 à 2014

5 domaines thématiques :

- Préservation de la biodiversité
- Gestion durable des sols
- Protection des eaux internationales
- Atténuation des changements climatiques
- Limitation de l'utilisation des polluants organiques persistants

Autonomisation socioéconomique des femmes béninoises

Le Women Business Promotion Center (WBPC) est l'un de ces Centres de ressources appuyés par le PNUD ayant la particularité de prendre en charge, de façon spécifique, les préoccupations des femmes entrepreneures ou ayant un projet d'entrepreneuriat. Dans le cadre de son programme d'activités, le Centre a initié du 25 au 31 mars 2015 une formation en vue de renforcer les capacités en gestion de 100 entrepreneures.

« Beaucoup de femmes s'investissent dans des activités génératrices de revenus, mais se plaignent de la non rentabilité de leur entreprise », raconte Madame Eulalie Gnacadja. Le renforcement des capacités techniques, matérielles et financières des femmes s'avère nécessaire à leur autonomisation socio-économique.

Cette couturière de formation reconvertie en tant qu'exploitante forestière est Présidente de la Confédération des Organisations Féminines Africaines (COFA), qui regroupe des associations féminines issues de différentes couches sociales et dont les membres s'investissent dans différents secteurs de la vie économique (élevage, transformation agricole, distribution de produits vivriers, commerces de produits divers,...).

Elle souligne les difficultés auxquelles les femmes de manière générale sont confrontées et qui constituent souvent un frein au développement de tout leur potentiel et à leurs efforts pour devenir économiquement et socialement autonomes.

Les difficultés rencontrées par les femmes dans l'épanouissement de leurs activités sont notamment des préjugés sociaux et discriminations de tous genres, des difficultés d'accès aux sources de financement, ainsi que l'absence de sécurité sociale et d'assurance médicale, ce qui compromet la poursuite de leurs activités en cas de maladie ou d'invalidité d'un membre de leur famille.



Eulalie Gnacadja, Présidente des Organisations Féminines Africaines (COFA)

En s'inscrivant à cette formation dispensée par le Women Business Promotion Center, elles espèrent renforcer leurs capacités en gestion et en marketing et bénéficier de l'appui du Centre pour accéder à des crédits et à de nouveaux marchés, en vue de booster leurs activités et leurs revenus.

Au bout de 5 jours de formation, elles n'ont pas été déçues. Certaines participantes témoignent : « J'ai reçu au cours de la formation des informations sur les opportunités de financement dans l'agrobusiness et j'ai appris des notions de gestion, en matière de traçabilité du flux d'argent. Toutes ces connaissances acquises me permettront de ne plus tomber dans certains pièges qui font que mon activité n'est pas rentable », explique

Hélène Adlolohoun, Commerçante.

« Nous confondons souvent les fonds du commerce avec ceux du ménage », affirme Marthe Capo-Chichi. « La formation a été bénéfique, en ce sens qu'elle nous permettra de ne plus commettre ce genre d'erreur ».

Il est important de souligner que l'autonomisation socioéconomique des femmes doit être considérée comme une priorité au niveau national et décisionnel et traitée comme telle. Ce n'est qu'à cette condition que le Bénin peut assurer une participation de tous les citoyens, sans discrimination liées au sexe, à la création de la richesse, et amorcer un réel décollage économique.

Parfaite, une jeune entrepreneure qui force l'admiration

Parfaite Djoï Kiki est titulaire d'une licence en industrie agroalimentaire, obtenue en 2013. A la fin de ses études, elle crée une entreprise de transformation agroalimentaire dénommée "Prunelles Divines", où elle emploie aujourd'hui jusqu'à 25 ouvriers occasionnels.

Parfaite Djoï Kiki, jeune fille de 25 ans est titulaire d'une licence en 2013 en Industrie Agroalimentaire à la Faculté des Sciences Agronomiques (FSA) de l'Université d'Abomey Calavi (UAC). Ayant déjà fait le Lycée Agricole Médji de Sékou (LAMS) en spécialité: Technologie de Transformation des produits Agroalimentaire (TTA), elle a une entreprise agro-alimentaire spécialisée dans la transformation des produits agroalimentaires tels que : le jus d'ananas, le jus de baobab, jus de gingembre, jus de tamarin, les cocktails de jus de fruits (mélange de jus d'ananas et de baobab, mélange de jus d'ananas et de gingembre).



Parfaite Kiki en train de transformer des ananas

Outre les jus de fruits, "Prunelle Divine" produit aussi le lait de soja et les épices séchées moulues pour assaisonner les sauces, viandes et poissons (4 Epices, 5 Epices, Piment Simple, Piment Amélioré, Gingembre Simple).

Parfaite a bénéficié des appuis techniques du Women Business Promotion Center (WBPC), ce centre d'affaires soutenu par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) depuis 2012. Elle y a reçu des conseils et formations en création et gestion d'entreprise. Elle a également participé au séminaire de création d'entreprise organisé par le centre au profit des jeunes primo créateurs. Les

modules développés ont porté sur la créativité, la validation d'une idée d'entreprise et le montage de plans d'affaires. Les différents contenus de ces modules ont apporté des éclairages à la promotrice et de la motivation pour concrétiser et développer les activités de son entreprise.

Ainsi, l'entreprise "Prunelles Divines" a pu s'organiser en coopérative enregistrée au CARDER Ouémé Plateau et développer des idées novatrices comme la production d'épices et mélanges d'épices en plus de la transformation des fruits et légumes. Elle a vu ainsi ses activités s'accroître pour une meilleure satisfaction de la clientèle.

Bien qu'elle soit une jeune entreprise, "Prunelle Divine" emploie aujourd'hui jusqu'à 25 ouvriers lors des pics d'activité et contribue ainsi à la diminution du chômage des jeunes et des femmes de son environnement.

Les résidus de déchets de Prunelle Divine sont recyclés et utilisés par les communautés locales pour nourrir les animaux ou faire du compost.

Avec l'appui du WBPC, Parfaite a pu être identifiée et a reçu la visite du Centre Culturel Américain pour sa réussite entrepreneuriale.



Apprentissage de la citoyenneté par le jeu et le sport

Dix écoles primaires et six collèges d'enseignement général ont été dotés des outils nécessaires dans le cadre de la phase pilote de l'initiative "Apprentissage de la citoyenneté par le jeu et le sport". Elle opérationnalise l'une des dispositions de la Charte Nationale pour la Gouvernance du Développement du Bénin, dont l'objectif est de réhabiliter les valeurs morales et républicaines indispensables au développement humain durable.

Avec l'appui financier du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'appui technique de l'ONG internationale Right To Play, le projet d'apprentissage de la citoyenneté par le jeu et le sport vise l'apprentissage de la citoyenneté, et en particulier, la mise en œuvre de trois valeurs sur les quinze de la Charte Nationale pour la Gouvernance du développement du Bénin. Ces trois

valeurs sont : la solidarité, la préservation de la vie et la paix.

En février 2012, le PNUD a pris une part active dans l'élaboration de la Charte Nationale pour la Gouvernance du Développement du Bénin signée par l'ensemble des acteurs de la vie politique et socio-économique du Bénin.

Cette Charte constitue un référentiel consensuel de valeurs éthiques, morales

et citoyennes. Il s'agit des valeurs telles que l'amour, la préservation de la vie, le sens élevé de responsabilité, le travail, l'audace, l'abnégation, l'excellence, l'intégrité, la dignité, la justice, la vérité, etc. qui constituent le socle pour un développement durable.

Pour traduire dans les faits le contenu de la Charte, le Ministère du Travail, de la Fonction Publique, de la Réforme



Le Directeur de Cabinet du Ministre en charge de la Réforme Administrative et Institutionnelle remettant à un élève un lot de matériels ludiques

Les municipalités juniors sont des regroupements de 30 enfants et jeunes des communautés ayant à leur tête un coach qui animera les activités régulières de sport et de jeux avec ces derniers. Dans chaque arrondissement seront installés deux municipalités juniors, soit au total 12 municipalités dans les 6 communes. Au total, 360 enfants seront touchés dans ces municipalités juniors.

Les gouvernements scolaires sont des regroupements de 30 enfants et/ou jeunes des écoles et collèges d'enseignement général qui seront animés par des coaches dans les écoles primaires et collèges identifiés. Chaque collège doit installer deux gouvernements scolaires, soit au total douze gouvernements dans les six collèges identifiés. De même, chaque école primaire installera deux gouvernements scolaires, soit douze gouvernements scolaires dans les six écoles primaires identifiées. Au total, 24 gouvernements scolaires seront installés dans les six communes du projet. Un total de 720 enfants et jeunes seront inclus dans ces gouvernements.

Administrative et Institutionnelle, à travers le Projet d'Appui à la Réforme Administrative et Institutionnelle et à la Réforme de la Fonction Publique, a initié une série d'activités parmi lesquelles figurent celle de "l'Apprentissage de la citoyenneté par le jeu et le sport".

La phase pilote de ce projet intègre six (6) Communes : Cotonou, Abomey-Calavi, Abomey, Bohicon, Tchaourou

et Parakou à raison de deux (2) écoles et un (1) collège par Commune. A terme, des gouvernements scolaires, municipalités juniors et clubs sportifs de jeunes seront installés à raison de:

- (i) 24 gouvernements scolaires (12 au primaire et 12 au secondaire)
- (ii) 12 municipalités juniors (1 au niveau de chaque arrondissement)
- (iii) 36 clubs sportifs de jeunes (6 au niveau de chaque arrondissement).

Le sous-projet Apprentissage de la citoyenneté par le jeu et le sport en quelques chiffres

- 6 collèges et lycées bénéficiaires dans les communes d'Abomey-Calavi, de Cotonou, d'Abomey, de Bohicon, de Tchaourou et de Parakou ;
- 10 écoles primaires publiques bénéficiaires
- 57 enseignants-coaches des collèges, lycée et Ecoles primaires formés dont 14 femmes
- 400 recueils des jeux adaptés aux valeurs fondamentales de la Charte Nationale édités
- 100 manuels du formateur pour les coaches édités
- 1000 documents de la Charte Nationale pour la Gouvernance du développement édités
- 7 aires de jeux d'écoles et collèges des Communes cibles aménagées et 4 provisionnement réceptionnées
- 1947 équipements de jeu et de sport acquis et mis à la disposition des responsables des écoles et collèges pilotes

U-AVIGREF, lauréat du Prix Équateur 2014 pour la gestion durable des terres



Les membres de l'U-AVIGREF (devant au centre) entourés (de gauche à droite) de Madame le Représentant Résident du PNUD, du Représentant de l'Ambassade de l'Allemagne près le Bénin, du Directeur de Cabinet du Ministre en charge de l'Environnement, de la Représentante de l'ONG Helvetas et de la Représentante de l'UNICEF au Bénin

En reconnaissance de sa contribution exceptionnelle à la préservation de l'environnement, à la réduction de la pauvreté et à la lutte contre la désertification, l'Union des Associations Villageoises de Gestion des Réserves de Faune Pendjari (U-AVIGREF) a reçu une distinction mondiale, le prix Equateur 2014.

Le trophée, le Certificat du Prix Equateur 2014 en plus d'un chèque d'une valeur de 5000 US dollars, lui ont été officiellement remis le 17 février 2015, dans la salle de Conférence Wangari Maathai du PNUD à Cotonou, au cours d'une cérémonie fort simple, rehaussée par la présence du Représentant du Ministre en charge de l'Environnement, Monsieur Théophile Worou, du Représentant de l'Ambassade d'Allemagne, du Représentant de

l'ONG Helvetas, de la Représentante de l'UNICEF, des Représentants de la société civile et du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et Représentant Résident du PNUD au Bénin, Madame Rosine Sori Coulibaly.

Le Secrétaire Exécutif de l'U-AVIGREF, Monsieur Yantibossi Kiansi, a présenté les actions menées qui lui ont valu le prix Equateur.

Madame Rosine Sori-Coulibaly a félicité l'U-AVIGREF pour ses initiatives de préservation des zones riveraines des parcs et réserves de faune de la Pendjari. « Le PNUD est confiant qu'au fur et à mesure que les initiatives communautaires s'enracinent dans les zones à risque, elles posent les fondements d'un mouvement global de succès durable qui contribuent de manière remarquable à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le

Les actions de l'U-AVIGREF

Située dans la zone tampon de la réserve de biosphère de Pendjari au Nord-Ouest du Bénin, l'Union des Associations Villageoises de Gestion des Réserves de Faune Pendjari (U-AVIGREF) accompagne la filière coton dans sa transition vers des pratiques biologiques et équitables. Les pesticides et engrais chimiques ont des effets délétères sur les écosystèmes et sur la santé humaine. C'est pourquoi l'union fait la promotion de la certification biologique en tant que démarche vers le développement durable. Si les champs de coton bio produisent de plus petits rendements, leur coton peut être vendu à un prix plus élevé et les agriculteurs n'ont pas à subir les coûts associés aux engrais chimiques.

En investissant dans le coton bio, l'association crée une chaîne d'approvisionnement durable du marché pour plus de 450 groupes de producteurs. La rotation des cultures a amélioré la sécurité alimentaire et la productivité du secteur du coton.

Développement (OMD) et les Objectifs de Développement Durable (ODD)», a-t-elle déclaré. Elle a, par ailleurs, salué les efforts du Gouvernement en général, du Ministère en charge de l'environnement en particulier pour la gestion durable et la valorisation des ressources naturelles et adressé enfin, ses sincères remerciements à Helvetas et la KfW pour leurs appuis au succès obtenu par l'U-AVIGREF.

Le Prix Equateur, décerné tous les deux ans dans le cadre d'un partenariat, réunit les Nations Unies, les gouvernements, la société civile, les entreprises et les organisations de base. Il récompense les approches de développement durables remarquables mises en œuvre par des communautés locales et autochtones du monde entier, qui ont mené une action communautaire et locale pour relever les défis liés à l'environnement et à la pauvreté.



Le Coordonnateur national du PMF/FEM présentant les réalisations du lauréat du Prix Equateur aux partenaires

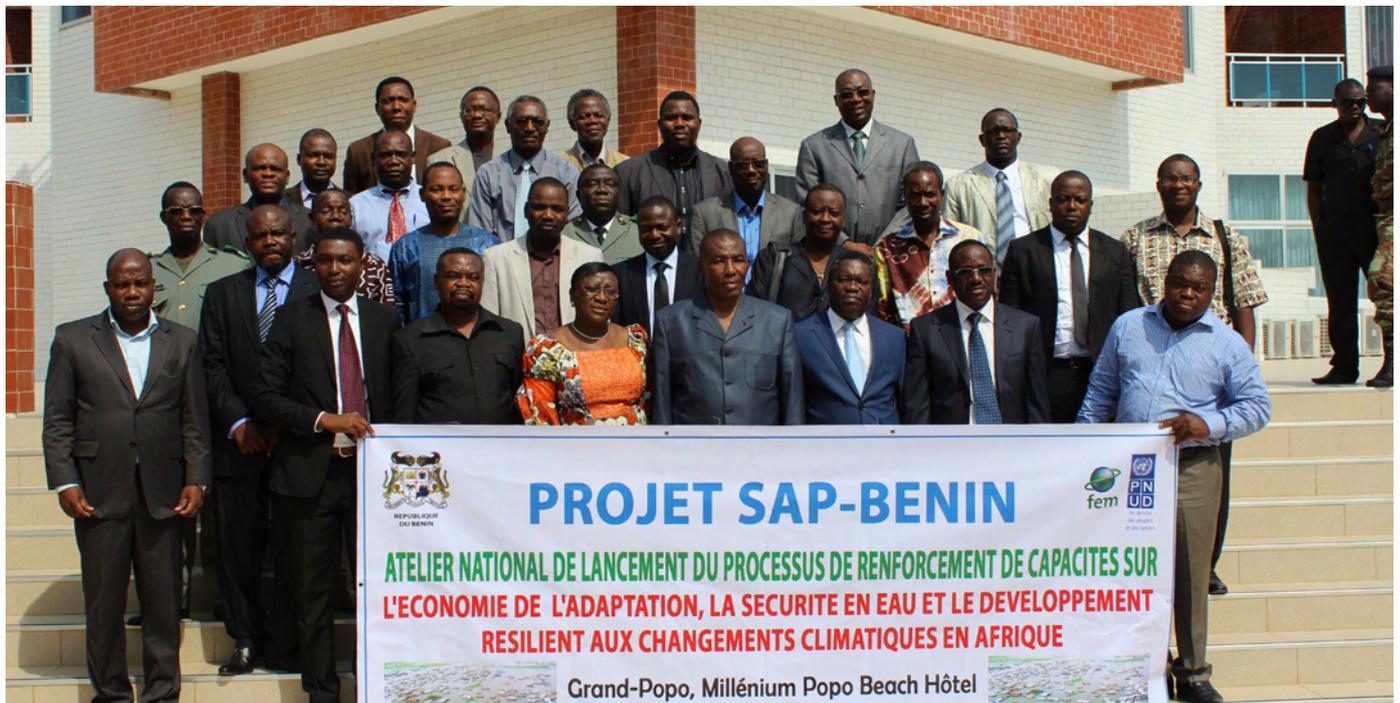


Reception du trophée par un membre de l'U-AVIGREF



Vue partielle des participants à la cérémonie de remise de prix

Renforcement des capacités nationales en économie d'adaptation aux changements climatiques



Le Bénin avec l'appui du PNUD participe depuis novembre 2013 au Programme de renforcement des capacités en «Économie de l'adaptation, la sécurité en eau et le développement résilient aux changements climatiques» en Afrique (2013-2015). Les actions de plaidoyer entreprises dans le cadre de ce programme ont porté leurs fruits et permis entre autres d'inscrire dans la Loi de Finances adoptée par l'Assemblée Nationale la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques comme axe transversal de la politique économique en 2015.

Le programme de renforcement des capacités est conduit sous forme d'une série de cinq ateliers nationaux (dans les pays concernés, dont le Bénin) et quatre ateliers régionaux de formation et d'échange d'expériences intercalés de travaux de terrain et de mentorat pour faciliter l'application des connaissances acquises en milieu professionnel par les participants.

La modélisation économique des

impacts plurisectoriels différenciés en matière d'analyse et de projection permettant de comparer diverses stratégies d'adaptation à une même modification spécifique du climat, afin de guider les décideurs dans leur choix de mesures à mettre en place.

Ce choix des stratégies ou mesures doit évidemment reposer sur leur efficacité physique mais aussi sur les coûts et les avantages économiques directs et

indirects de chacune. Plusieurs types d'analyses peuvent être effectuées dont l'analyse coûts-avantages, l'analyse multicritère et l'analyse coût-efficacité.

La thématique spécifique choisie au Bénin concerne un renforcement de capacités sur les outils et méthodes d'évaluation, de modélisation et de prévision économique des impacts du climat en vue d'une optimisation des stratégies d'adaptation à développer

et du développement résilient à promouvoir.

Pour démarrer ce processus, un atelier a été organisé les 26 et 27 décembre 2013 à Grand-Popo. Il a réuni une trentaine de cadres décisionnaires provenant des différents secteurs d'activités souvent affectés par les impacts du climat (agriculture, eau, énergie, santé, etc...). Les hauts cadres du Ministère des Finances, du Ministère du Développement, du Ministère de l'Evaluation des Politiques Publiques, de l'Ecole Doctorale, de l'Institut National d'Economie Appliquée et de Management et de la Faculté des Sciences Agronomiques de l'Université d'Abomey Calavi ont également pris part à cet atelier de bout en bout. Le processus a été lancé sur Décision du Conseil des Ministres par le Ministre à la Présidence de la République chargé des OMD & ODD, le Ministre de la Santé et deuxième Secrétaire Général du Gouvernement qui a participé et présidé les travaux techniques de l'atelier.

Il est ressorti de cet atelier de mettre en place une Commission Nationale de Modélisation de l'Impact Economique du Climat et de l'Intégration des Changements Climatiques dans le Budget Général de l'Etat.

Actions prises

Dans le but de concrétiser les résultats de cet atelier, le plaidoyer a été poursuivi pour la proposition d'un avant-projet de décret et son

examen par l'ensemble des ministères stratégiques. Le Ministre à la Présidence de la République Chargé de la Coordination et du Suivi des Politiques de Mise en oeuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) a introduit une Communication en Conseil des Ministres pour rendre compte des résultats de l'atelier et pour faire adopter le décret.

Quatre études portant sur la Modélisation des impacts économiques des changements climatiques par secteur de développement (agriculture, eau, genre et santé) ont été commanditées.

Le plaidoyer s'est poursuivi pour la prise en compte des changements climatiques dans le Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle 2015-2017.

Le PNUD a également appuyé la participation des hauts fonctionnaires des Administrations de l'Economie, des Finances, du Développement, de l'Ecole Doctorale et de l'Institut National d'Economie Appliquée et de Management à la deuxième formation régionale sur l'Economie d'Adaptation à Addis Abeba en avril 2014 dans l'esprit du renforcement des capacités nationale sur le sujet.

Résultats enregistrés

Les différentes actions prises ont abouti à :

* l'adoption par le Conseil des Ministres,

en sa session du vendredi 17 avril 2014, d'un projet de décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la Commission de modélisation économique des impacts du climat et d'intégration des changements climatiques au budget général de l'Etat. Le Chef de l'Etat a signé le décret le 16 juin 2014.

* la réalisation de quatre études en conformité avec les orientations et priorités nationales de prise en compte des changements climatiques et ont couvert les trois secteurs considérés comme les plus vulnérables. Les rapports disponibles portent donc sur le secteur agricole, le secteur de l'eau, le genre, le secteur de la santé (les épidémies d'origine climatique) et l'évaluation monétaire des impacts du climat.

* le Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle 2015-2017 adopté par le Conseil des Ministres dans le cadre de la préparation de la Loi de Finances Gestion 2015 et approuvé par les députés à l'Assemblée Nationale a effectivement inscrit la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques comme axe transversal de la politique économique en 2015.

* des allocations de ressources dans le Budget Général de l'Etat, aux secteurs de l'agriculture, de l'urbanisme, de l'eau et de l'énergie et de la santé pour lutter contre les effets néfastes des changements climatiques.



“ Ma plus grande fierté est d’avoir pu travailler à la reconnaissance de la valeur du volontariat au Bénin ”

Monsieur Mohamed Lamine Haidara est Chargé du Programme des Volontaires des Nations Unies au Bénin depuis mai 2009. En fin de mission, il se prépare à rejoindre début avril 2015 son nouveau poste en Mauritanie. Il nous a livré ses impressions sur les six années passées au Bénin et particulièrement sur le programme VNU.

1. Vous êtes arrivé au PNUD Bénin en 2009. Quelles étaient alors vos plus grands défis ?

A mon arrivée en 2009, mon plus grand défi était de faire du bureau du PNUD au Bénin un modèle en matière de promotion du volontariat. Après une phase de benchmark et d’échanges de bonnes pratiques avec les autres bureaux, j’ai dressé un diagnostic et identifié les opportunités.

Les bureaux les mieux fournis en Volontaires des Nations Unies (VNU), notamment en volontaires internationaux, sont ceux basés dans des pays en situation de crise ou de conflit. La plupart du temps, en raison de leur situation particulière, ces pays nécessitent des ressources humaines nombreuses et qualifiées. Mais, le Bénin est un pays calme, paisible, qui dispose aussi d’une jeunesse dynamique et qualifiée. A partir de ce constat, je n’ai eu de cesse de mener des réflexions profondes et des initiatives souvent audacieuses et volontaristes pour promouvoir le volontariat national au sein du PNUD Bénin, tout en développant le recrutement de VNU internationaux.

J’ai d’abord dû convaincre les différentes Unités au sein du PNUD de la valeur ajoutée des VNU. Il m’était dès lors indispensable d’être sélectif dans le processus de recrutement, afin de sélectionner de véritables talents, capables de laisser leur empreinte.



Mohamed Lamine Haidara, Chargé de Programme VNU au Bénin

Un autre défi était de renforcer l’Unité VNU en ressources humaines et en équipements d’une part, et d’augmenter substantiellement le niveau des différents fonds mis à notre disposition par le siège pour l’efficacité des activités d’autre part.

Très vite, j’ai eu l’opportunité de démontrer aux équipes de projet, que les VNU avaient les compétences nécessaires pour les appuyer dans leurs activités. Je veux citer en exemple le projet d’appui à la mise en

œuvre de la LEPI et le projet « Promotion du volontariat pour la gestion décentralisée de l’environnement au Bénin » qui a été mis en œuvre par une équipe constituée exclusivement de VNU internationaux et nationaux.

2. Quel bilan faites-vous des six années passées au PNUD Bénin ?

Durant ces six dernières années sous ma direction, près de 300 VNU ont été recrutés. Le PNUD Bénin est devenu l’un

des bureaux les mieux fournis en VNU au niveau des pays en paix.

Ma plus grande fierté est d'avoir pu travailler à la reconnaissance de la valeur du volontariat ici au Bénin. Grâce au travail de terrain des volontaires, le principe du volontariat est connu de tous, même dans les plus petites localités. Un vrai travail de plaidoyer a aussi été effectué auprès des autorités nationales, notamment avec le Ministère de la Jeunesse ou encore la Cellule économique de la Présidence de la République. Toutes ces actions de plaidoyer ont porté leurs fruits et le Bénin dispose désormais d'un Office Béninois des Services de Volontariat des Jeunes Volontaires.

On se rend compte qu'il y a effectivement une très forte demande chez les jeunes pour des postes de volontaires. Comme résultat des actions de plaidoyer, près d'une vingtaine de Béninois sont affectés chaque année en tant que volontaires internationaux dans divers pays, surtout sur le continent africain.

Sur un plan plus personnel, je suis fier d'avoir pu mettre en place une unité VNU solide et d'avoir contribué, à mon échelle, à l'ascension de jeunes VNU, devenus fonctionnaires à part entière du PNUD. Je suis particulièrement impressionné par les femmes recrutées, qui se sont montrées très compétentes. En cela, le Programme VNU a également participé concrètement à la promotion du Genre au sein du bureau.

3. Comment le programme VNU soutient-il les activités du PNUD au Bénin et dans quelle mesure le programme VNU est-il crucial pour le développement du pays ?

C'est très simple. Les VNU nationaux ont joué un rôle déterminant sur le terrain dans la mise en œuvre de la Liste Electorale Permanente Informatisée (LEPI). Ils étaient déployés sur l'ensemble du territoire national et ont pu appuyer les structures nationales en charge de la confection de la liste. Aujourd'hui, aucune Unité du Programme au PNUD Bénin ne peut imaginer mettre en œuvre ses projets sans VNU, Les unités Environnement, Croissance inclusive et Gouvernance font toutes appel à des VNU pour leurs projets les plus importants. Les VNU sont la cheville ouvrière du bureau et renforcent aussi sa capacité à délivrer des résultats.

4. Quel projet mené dans le cadre des activités de votre unité vous a le plus particulièrement marqué et pourquoi ?

C'est la réussite du projet « Promotion du volontariat pour la gestion décentralisée de l'environnement au Bénin », mené par une équipe exclusivement composée de VNU, qui a permis de crédibiliser et légitimer le volontariat au sein du PNUD Bénin. Ce projet à fort impact, réalisé dans les délais impartis, est de fait celui qui m'a le plus marqué.

5. Vous quittez le Bénin sous peu : quels enseignements tirez-vous de votre expérience ici ? Que reprenez-vous du pays et de ses habitants ?

Je garderai un bon souvenir du pays. J'ai particulièrement apprécié la simplicité, la convivialité et la sincérité des Béninois, surtout dans les zones rurales du Bénin. Cette expérience m'a aussi permis de m'épanouir aussi bien sur le plan professionnel que personnel. J'en suis donc très heureux.

6. En conclusion, qu'avez-vous envie de dire à vos collègues du PNUD, et en particulier aux VNU ?

En premier lieu, je tiens à remercier le Management, les Team Leaders, qui ont toujours été coopératifs. Je tiens également à féliciter la Chargée de Communication pour son engagement aux côtés de l'Unité VNU, à l'occasion de toutes ses activités, plus particulièrement les Journées Internationales du Volontariat de 2009 à 2014, même celles qui ont été célébrées à l'intérieur du pays.

Par ailleurs, j'ai toujours mis un point d'honneur à encourager les talents, quelles que soient leurs origines sociales. J'ai donc envie de dire aux VNU, qu'ils n'ont pas à rougir de leur parcours et de leur statut, mais qu'ils peuvent au contraire en être fiers, tout en restant humbles. Ils ont toutes les cartes en main pour réussir, s'ils parviennent à valoriser cette expérience.

Qui est Mohamed Lamine Haidara ?

Mohamed Lamine Haidara a rejoint le PNUD Bénin le 29 mai 2009 en qualité de Chargé de Programme VNU. De nationalité malienne, Mohamed a fait ses études en ex- URSS de 1975 à 1986, où il a obtenu plusieurs diplômes dont un doctorat (phD) en Economie à l'Académie des Sciences de l'URSS à l'Institut d'Afrique de Moscou. De 1986 à 2009, il a occupé successivement des postes de responsabilité croissante dans l'administration et la gestion des projets et programmes de différents Partenaires Techniques et financiers (BAD, FED, FAI, Banque Mondiale) et dans différents ministères (santé, développement rural, élevage, Affaires Etrangères). Après le Ministère du Plan, il a occupé des postes de chef de la Division Administrative, Financière et Comptable dans des projets BAD et FED avant de devenir Expert FAO, PNUD de 1993 à 1999, puis Expert UNOPS de 1999 à 2003 pour les projets PNUD et FNUAP, Directeur National de la Planification de la santé, Directeur Général Adjoint de la Pharmacie populaire du Mali, Directeur du Projet de Développement de l'Artisanat.



Des cuiseurs solaires pour limiter la déforestation

Au Bénin, quatre ménages sur cinq utilisent le charbon ou le bois de chauffe pour la cuisson des repas. Cette pratique est non seulement destructrice pour l'environnement, mais aussi nuisible à la santé. Grâce à l'appui technique et financier du Programme de Microfinancement du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF/FEM) et du Programme des Nations Unies pour le développement, le cuiseur Solar Mivo fait la révolution dans les ménages. Il utilise de l'énergie solaire et permet de recycler des déchets agricoles, les coques de noix de palme, utilisées comme combustibles.

Au Bénin, quatre ménages sur cinq utilisent le charbon ou le bois de chauffe pour la cuisson des repas. Cette pratique est non seulement destructrice pour l'environnement, mais aussi nuisible à la santé. Grâce à l'appui technique et financier du Programme

de Microfinancement du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF/FEM) et le Programme des Nations Unies pour le développement, le cuiseur Solar Mivo fait la révolution dans les ménages. Il utilise de l'énergie solaire et permet de recycler des déchets agricoles, les

coques de noix de palme utilisées comme combustibles.

L'Organisation Non Gouvernementale "L'Autre Vie" fait la promotion du cuiseur solaire en substitution au bois-énergie. Une technologie moderne pour

répondre aux besoins des populations surtout celles rurales, qui n'ont pas les moyens de s'acheter du gaz butane pour la cuisson alimentaire.

Cuiseur Solar Mivo, c'est le nom donné à ce four de cuisson, qui a vu le jour en 2012 « Mivo » en langue locale fon signifie « soyez à l'aise ». Le cuiseur solaire commence à rentrer dans les ménages traditionnels. Il est composé d'un porte-marmite, d'un porte-combustible, d'un tube d'alimentation en air, d'un ventilateur, d'une lampe, d'un panneau photovoltaïque et d'une batterie. Le fonctionnement est simple : ce cuiseur hybride (solaire et bio massique) est basé sur le principe d'entretien du feu par l'envoi de façon constante du comburant air par convection forcée. Ce qui permet de maintenir la température de cuisson constante et ainsi diminuer le temps de cuisson ordinaire avec le même combustible.

La durée de cuisson est nettement inférieure à celle du butane. Il faut à peine 2 minutes pour porter 5 litres d'eau à ébullition.

Le cuiseur Solar Mivo utilise des déchets issus de la transformation de noix de palme, qui coutent moins chers, que le charbon et le bois de chauffe. La production du combustible est faite par les femmes. L'ONG travaille avec cinq groupements de femmes, soit une centaine de personnes pour la collecte et le regroupement des coques de noix de palme.

“ Nous avons commencé cette expérience depuis 2005. Plusieurs prototypes de fours à cuisson ont été expérimentés. Finalement, nous sommes parvenus à corriger les insuffisances notées au niveau des anciens modèles et à élaborer le cuiseur solaire. Au total 700 cuiseurs ont été produits et livrés à ce jour”, déclare

Romuald Djivessou, Directeur Exécutif de l'ONG.

Philomène Ahouansou est femme au foyer à Porto-Novo. Elle témoigne : “Je trouve le cuiseur très économique et ça préserve la santé. Avant lorsque j'utilisais des fourneaux à charbon, il fallait ventiler pendant un temps avant que le feu ne prenne. Aujourd'hui, je prépare sans difficultés”.

“La demande est très forte, mais nous n'arrivons pas à la satisfaire faute de moyens matériels, nous fabriquons à peine 10 cuiseurs par semaine”, explique M. Djivessou.

La Mairie d'Akpro Misséréte a offert un domaine à l'ONG pour la construction d'une unité. Cette unité lui permettra d'augmenter sa capacité de production de cuiseurs solaires.



Le Directeur Exécutif de l'ONG “L'Autre Vie” présentant un échantillon du cuiseur solaire

Au BPC d'Abomey-Calavi : une équipe dynamique au service des entrepreneurs

Inauguré en avril 2014, le Business Promotion Center (BPC) d'Abomey-Calavi a depuis lors formé plus de 1 100 personnes, afin de leur donner les outils nécessaires pour pouvoir créer leur propre entreprise et assurer à long terme sa bonne gestion.

Au total, le BPC d'Abomey Calavi a reçu plus de 5 600 visiteurs en 2014, dans le cadre de formations, ateliers et consultations, mais aussi de rendez-vous d'affaires. Le Centre commence à faire partie de la vie économique locale et grâce aux bons conseils, au professionnalisme et à l'écoute de son équipe, menée par Monsieur Clément Mehouenou, Responsable du BPC, près de 130 entrepreneurs ont pu établir leurs plans d'affaire.

« Nous accompagnons tous les entrepreneurs, y compris les jeunes et les femmes, dans leurs projets pour leur

permettre d'établir leur plan d'affaires, les aider à obtenir des financements, et de manière générale, les conseiller et les former, déclare Madame Deborah Hounsou, Chargée du Conseil en Investissement et Orientation. Il est important pour nous qu'ils puissent s'approprier les outils et méthodes que nous mettons à leur disposition pour garantir leur autonomie et la pérennité de leur entreprise à long terme ».

Le BPC contribue également à la promotion de l'agriculture et de l'artisanat local, avec la mise en place d'un marché hebdomadaire et d'un showroom qui met en valeur les

produits et objets d'art et d'artisanat de la localité.

« Le marché hebdomadaire, en plus de valoriser les producteurs et artisans locaux, nous permettra de renforcer l'attractivité du BPC en faisant venir des visiteurs, explique Madame Houssou. Nous voulons faire du Centre un lieu de vie de la communauté, afin de l'installer pleinement dans le paysage local ».

Gageons que l'équipe saura relever ce défi : lors de la dernière édition, le 20 mars 2015, près de 90 curieux se pressaient déjà pour acheter objets et victuailles.



La Chargée du Conseil en Investissement et Orientation du BPC d'Abomey Calavi présentant les produits commercialisés dans le showroom



Forum Innov Etape Bénin 2015 : un rendez-vous de l'innovation

Les 27 et 28 Février 2015, a eu lieu au Business Promotion Center (BPC) d'Abomey-Calavi, le forum Innov Etape Bénin 2015. Ce rendez-vous de l'innovation a été l'occasion de découvrir de nombreux projets créatifs sur lesquels travaillent les jeunes béninois.

Ce forum, qui vient en prélude au forum régional Innov Africa prévu pour novembre 2015 à Cotonou, a connu la participation d'environ une centaine de jeunes. Les participants au forum sont des usagers du centre, pour la plupart des porteurs de projets agricoles, des professionnels des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), de l'agriculture, de la santé et bien d'autres acteurs intéressés par la thématique de l'innovation. Ce fut l'occasion d'un riche partage d'expérience entre ces divers corps de métier.

Quatre ateliers sur les thématiques Santé, Agriculture, Femmes et TIC, et Education ont été animés. Il y a eu une communication sur les enjeux des logiciels libres puis la présentation des projets novateurs. Les projets présentés

peuvent être classés en deux catégories: les idées de projets nées des échanges lors des divers ateliers et les projets de jeunes innovateurs béninois déjà en cours de conception.

Dans la première catégorie, on peut citer :

- La création d'une plate-forme MOOC (Massive Open Online Course) de partage de connaissances sur l'agriculture
- La création d'une plateforme pour la promotion des produits agricoles utilisant les technologies web, mobile et sms.

Dans la seconde catégorie, on retient:

- Projet Alerta : mise en place d'un système d'alerte SMS pour le rappel des horaires de prise de médicaments (VIH, Drépanocytose...)
- IPATIC : Initiative pour la promotion de

l'Agriculture à travers les TIC.

- La santé à l'heure du patient : Il s'agit d'une solution de gestion des dossiers médicaux bâtie autour de la solution open source, Open MRS (Medical Record System) utilisée dans les pays comme le Rwanda et le Kenya.

La grande leçon à tirer du forum est que les innovateurs ne doivent pas travailler en vase clos, dans les cercles d'"initiés". Ils doivent impliquer autant que possible les cibles utilisatrices des solutions innovatrices dans tout le processus de création.

Pour le Business Promotion Center (BPC) d'Abomey-Calavi, qui a abrité l'activité, ce forum a permis de rentrer en contact avec de nombreux jeunes créateurs et de découvrir des solutions utiles pour ses promoteurs.

Le compostage : une technique de gestion écologique des boues de vidange

La station d'épuration des eaux usées de la société SIBEAU, à une dizaine de kilomètres de Cotonou, à Ekpè, est la seule de ce type au Bénin. Elle reçoit chaque jour plus de 1 000 tonnes de déchets humains produits par les villes de Porto-Novo, Cotonou et Sèmè-Podji. Le PMF/FEM et le PNUD appuient la valorisation de ces déchets humains pour la fertilisation des sols.



Joseph Mevognon explique le processus de valorisation des boues de vidange

Elle a installé une unité de compostage sur le site de la station d'épuration des eaux usées de SIBEAU et traite environ 20 000 tonnes de boues et de déchets ménagers par an. Le sac de 50 Kg est vendu à 1000 FCFA et mis à la disposition des populations pour le maraichage, l'agriculture familiale, l'horticulture ou le reboisement.

Par ailleurs, environ 500 maraichers travaillent avec la Fondation Joseph The Worker et utilisent le compost pour la fertilisation de leurs sols. Les résultats ont montré que les boues fraîches augmentent la fertilité des sols et ont permis d'améliorer les rendements, la stabilisation et la structuration des sols ainsi que l'augmentation de leur perméabilité et la réduction des effets de l'érosion hydrique et éolienne. Le compostage est un traitement biologique des déchets organiques.

Cette pratique a permis de désengorger les bassins, qui très souvent remplis déversaient le liquide d'épuration dans la mer, située à quelques mètres à peine de la station. Ce traitement permet aussi d'éliminer les métaux lourds des boues d'épuration.

L'Organisation Non Gouvernementale, « Fondation Joseph the Worker », a trouvé la bonne idée de valoriser les boues de vidange, afin d'améliorer la qualité des sols des villes et des communes environnantes et d'augmenter les rendements agricoles dans la localité.

Le mauvais entretien de la décharge d'Ekpè crée des nuisances aux populations riveraines et à l'environnement. «L'odeur que dégagent ces déchets est insoutenable. La proximité de cette décharge nous rend malade. Les puits sont infectés et les enfants souffrent souvent de maladies infectieuses», témoigne Léa Dodjinou, une riveraine.

Joseph Mevognon, Economiste de formation converti à l'écologie, nous raconte : « Les populations d'Ekpè et des localités environnantes dans la commune de Sèmè-Podji, sont confrontées au problème de l'appauvrissement de

leurs sols. Elles sont obligées d'aller chercher des fertilisants organiques (fientes de poulets, bouses de vache,...) loin de leur localité, alors que la station d'épuration des eaux usées de SIBEAU, produit de grandes quantités de boues, qui constituent de réelles nuisances ». C'est de là qu'est née l'idée de recycler les boues de vidange pour en faire du compost.

La Fondation Joseph the Worker, que dirige Joseph, a bénéficié en 2013 de l'appui financier du Programme de Microfinancement du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF/FEM) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à hauteur de 25 000 \$ US (12 500 000 FCFA) pour démarrer l'initiative.



Des ouvriers à l'oeuvre dans le bassin d'épuration

Coopération Bénin- Système des Nations Unies: Signature du Plan de Travail Annuel 2015

Le Ministre du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective, Monsieur Marcel Alain de Souza, et la Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies (SNU) au Bénin, Madame Rosine Sori-Coulibaly, ont procédé le 13 février 2015 à Cotonou, à la signature du plan de travail annuel 2015 du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (UNDAF) du Bénin.

Le plan de travail conjoint s'inscrit dans la mise en œuvre de la réforme *Unis dans l'action* et marque l'engagement de l'Equipe pays à travailler ensemble aux côtés du Gouvernement pour la cohérence et la transparence des actions du Système des Nations Unies au Bénin », a déclaré Madame Rosine Sori Coulibaly.

Sa mise en œuvre contribuera, entre autres à accélérer les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), faciliter l'engagement collectif pour l'agenda post 2015, renforcer les capacités nationales et l'efficacité du développement et promouvoir la culture de résultats au Bénin.

Six principaux axes de coopération étaient retenus dans l'UNDAF 2014-2018, opérationnalisés depuis le 1er janvier 2014 à savoir : (i) **croissance, emploi, sécurité alimentaire, égalité du genre et protection sociale**, (ii) **santé, nutrition et assainissement de base**, (iii) **éducation de base**, (iv) **protection contre la vulnérabilité sociale, les violences et les abus**, (v) **gouvernance, participation et décentralisation**, (vi) **environnement, gestion des crises et catastrophes, et changements climatiques**.

Le plan de travail annuel 2015 a été élaboré en collaboration avec les Ministères sectoriels, tirant leçon des recommandations et orientations faites par le comité de pilotage de l'UNDAF en décembre 2014. Sa mise



Madame le Coordonnateur Résident du SNU au Bénin et le Ministre en charge du Développement se félicitent de la signature du PTA 2015

en œuvre requiert un budget estimé à 60,04 millions de dollars US, dont 34,14 millions de dollars US sont déjà mobilisés par le SNU.

Tout en remerciant le Gouvernement et plus particulièrement les Ministres partenaires de mise en œuvre de l'UNDAF pour la qualité excellente de la coopération, Madame le Coordonnateur résident du SNU au Bénin a plaidé pour la mobilisation des ressources additionnelles auprès des partenaires techniques et financiers ayant les mêmes domaines de concentration

que le SNU et surtout pour la mise à disposition de la contrepartie nationale, en vue de la réalisation des résultats et produits attendus.

Le Ministre du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective a renouvelé la gratitude du Gouvernement à l'ensemble des agences du Système des Nations Unies et exhorté les Chefs de file des groupes d'effet à la détermination et à la proactivité. Il a insisté sur la synergie d'actions au niveau du SNU pour avoir plus d'impact.



2015
TIME FOR
GLOBAL ACTION
FOR PEOPLE AND PLANET

Directrice de publication

Rosine Sori-Coulibaly

Coordonnateur de la rédaction

Gilbert Poumangué

Rédacteurs

Elsie Assogba, Hermance Ekpodessi, Manon Richert,
Ibouraim Yankpe

Concepteur graphique

Elsie Assogba

Merci à Mathieu Houinato, Vladimir Sani Agata, Christiane
Nikobamye, Boris Mignanwandé, Gildas Foly, Isidore
Agbokou, qui ont contribué à ce numéro.

Diffusion

Reine Oji

Crédits photos: PNUD Bénin

Lot 111 Zone résidentielle
01 BP 506 Cotonou
Tel: + 229 21 31 30 45 / 46
Fax: + 229 21 31 57 86
Email: registry.bj@undp.org
www.bj.undp.org

Le PNUD forge des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations résilientes, afin de mener à bien une croissance, qui améliore la qualité de vie de chacun. Présents dans plus de 177 pays et territoires, nous offrons une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations.

Suivez-nous également sur les réseaux sociaux:



www.facebook.com/PNUDBenin



www.twitter.com/PNUDBenin